

Directeur de la publication : Paul-Marie Coûteaux

Secrétaires de rédaction : Huguette Livernault, Luc-André Marsac

ÉDITORIAL

La patrie en danger

Le contraste entre les propos lénifiants du Président de la République et la croissante capacité de mobilisation populaire que révèle le succès éclatant de "la Manif pour tous" annonce sans grand doute de graves troubles dans les mois à venir. De toutes parts, surgissent des signes de tension sociale que la situation du pays ne fera qu'aggraver : déficits inégalés du commerce extérieur, augmentation du chômage, qui semble désormais hors de tout contrôle, dégradation inexorable du pouvoir d'achat ; déséquilibre croissant d'une zone euro (qui, depuis l'affaire chypriote, compte désormais deux euros à valeurs distinctes...) ; dette publique approchant 90 % au point qu'au premier jour de chaque année sa charge obère plus du tiers d'un budget dont les fixités interdisent tout gouvernement véritable des affaires de l'Etat ; déconvenue des mesurées visant à redresser des comptes sociaux en perdition ; délabrement des principaux services publics, tels celui de "l'Education" qui n'est même plus au niveau d'une garderie nationale, la Justice, la Police, l'Armée ; désespoir rampant d'une population dont les plus jeunes n'attendent de salut que dans la fuite à l'étranger, décomposition sociale accrue par des violences multiples, des tensions communautaires désormais omniprésentes et la croissance multiforme de l'insécurité, tout montre alentour que la France est en danger. Mais il y a pire : le danger est d'autant plus grand que, face à tant d'alarmes, le Président de la République donne l'impression de bricoler, inconscient des réalités, obnubilé par des recettes misérables ("faire payer les riches", ou s'en prendre à l'intéressement, dernier reste du projet gaulliste de participation), tandis qu'un gouvernement brouillon, à la fois bavard et mondain semble perdre jusqu'au sens du mot gouverner, laissant le pays glisser au chaos comme si, cette France qu'au fond d'eux-mêmes ces petits sires ne connaissent ni n'affectionnent, il importait peu qu'elle soit demain une nation ou un terrain vague livré aux bandes.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| EDITORIAL | 1 |
| <i>La patrie en danger</i> par Paul-Marie Coûteaux et Karim Ouchikh | |
| Tous à Dourdan pour imposer l'Union des Patriotes ! | 2 |
| DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS | 3 |
| LA PAROLE A ... | 4 |
| Alexandre Delpont <i>Manifestation du 24 mars : merci aux participants, honte au pouvoir socialiste !</i> | |
| LA CHRONIQUE DE ... | 4 |
| Véronique Hervouët <i>Refonder la droite</i> Barbara <i>L'affaire chypriote</i> Christian Vauge <i>Trop, c'est trop !</i> | |
| NOTE DE LECTURE | 7 |
| <i>La France face au mondialisme - Le nouveau Paradigme (J-Y. Dufour)</i> par Maurice Livernault | |
| Communiqué du Parti de l'In-nocence | 7 |
| <i>Sur l'obsolescence programmée</i> | |
| A vos AGENDAS ! | 8 |
| <i>Vers l'Union des Patriotes</i> | |
| Adhérez au SIEL | 10 |

François Mitterrand, dont s'inspire paraît-il François Hollande, avait su prendre la mesure des réalités en décrétant "le tournant de la rigueur de 1983" et en retirant l'année suivante le projet de loi sur le Service unique de l'Education qui avait jeté plus d'un million de personnes dans les rues. Aujourd'hui, son pâle épigone s'entête dans un projet de loi sur le mariage homosexuel qui à l'évidence devient l'abcès de fixation d'une population que son autisme ne peut manquer de révolter de plus belle. Aveugle et sourd aux cris des citoyens, il prend la responsabilité d'amplifier un mouvement de contestation qui a trouvé sa cause, ses porte-parole et sa dynamique et qui ne peut qu'aller s'amplifiant, les

échauffourées du 24 mars dégénérant probablement en émeutes lors de la prochaine mobilisation de mai, qu'il nous importe de préparer d'ores et déjà. La situation de M. Hollande serait vite intenable si la "Manif pour Tous" devenait universelle, englobant toutes les contestations sociales autour d'une cause qui est en train de redonner à la droite française une parole et une capacité d'initiative qu'elle avait perdues depuis longtemps - et qui, retrouvant son passé archaïque, ce que l'on nommera les "valeurs" (valeurs morales, valeurs politiques, valeurs de gouvernement) se reconstitue à vue d'œil sur les décombres d'une gauche futile, radoteuse et presque hébétée.

Pour un gouvernement de Salut Public

Le scandale Cahuzac, révélant le degré de cynisme et de corruption des affairistes de la gauche ou de la "droite" institutionnelle qui depuis plus de trente ans gouvernent la France sans avoir le souci de la servir et qu'un peuple étourdi reconduit comme si nulle autre perspective politique ne s'offrait, disqualifie toute une génération politique. Une nouvelle relève s'impose.

Dans une telle conjoncture, le jeu des partis est dérisoire, déplorable et dépassé : l'urgence de l'heure est à la constitution d'un vaste front d'opposition à une gauche disqualifiée aux yeux de presque tous. L'obsolescence des clivages que les logiques partisans entretiennent à droite au-delà de toute raison, l'élargissement constant de l'audience de Marine Le Pen, la radicalisation d'une partie de l'UMP, la résurgence d'une mobilisation chrétienne quelquefois radicale, mais féconde et prometteuse, que l'état-major de la "Manif pour Tous" se gardera de marginaliser pour maintenir l'unité du mouvement, tout montre que la droite française est à la croisée des chemins. Il se pourrait même envisager désormais de poser les bases d'un programme commun des droites lors des prochaines élections, et pour commencer lors des municipales de 2014.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le forum national que le SIEL organise les 12, 13 et 14 avril prochain à DOURDAN à l'occasion duquel se réuniront les patriotes de toutes sensibilités, souverainistes, gaullistes, membres de l'UMP ou du Front National, du MPF ou de DLR décidés à créer les conditions d'un Gouvernement de Salut Public, dernière chance de sortir la France des ornières où elle s'enfonce jour après jour sous nos yeux.

Paul-Marie Coûteaux

Président-fondateur du SIEL
Administrateur du RBM

Karim Ouchikh

Président exécutif du SIEL
Administrateur du RBM



Tous à Dourdan pour imposer l'Union des Patriotes !

Abandonnée aux mains d'un parti que se dit socialiste mais n'est que la section française du mondialisme marchand, la France s'efface sous nos yeux comme Nation, comme Etat et comme civilisation. Minée par les délires du multiculturalisme, l'anarchie inhérente à la supranationalité et la disparition des frontières, menacée par la faillite financière, la pauvreté d'une part croissante de sa population, la recrudescence des violences urbaines et rurales, la désindustrialisation, l'assistantat généralisé, déboussolée par la perte de ses repères traditionnels, la famille, la langue, la foi en soi et en son histoire, elle n'a plus de salut que dans la part de son peuple qui, bravant les interdits de la pensée dominante, ose encore miser sur elle.

Constatant l'évidente catastrophe qu'a produit la désunion de droites pourtant majoritaires, le SIEL (*Souveraineté, Indépendance Et Libertés*) entend faire en sorte que les Français qui croient en la France imposent aux états-majors prisonniers d'une bien-pensance médiatique de plus en plus dictatoriale, un mouvement patriotique qu'aucune force, aucune association ni parti ne peut constituer seul. A l'instar d'une gauche qui, pourtant désunie sur l'essentiel, a su amalgamer ses tendances les plus différentes, voire contradictoires, les familles de la droite française doivent se rencontrer, formuler leurs valeurs et priorités, dont chacun découvrira qu'elles sont assez proches pour constituer un programme commun de gouvernement de Salut Public et préparer d'ores et déjà les prochaines élections, notamment locales.

Les bases de cette alliance nouvelle seront jetées les 13 et 14 avril prochains à Dourdan : avec plusieurs personnalités venues des familles les plus diverses de la vie politique française, répondez à l'initiative du SIEL, confédération qui se veut l'épure de l'indispensable rassemblement des Français sur la France et inscrivez vous par le biais du bulletin de participation (en page 9).

DERNIERES NOUVELLES DES CABRIS

Les budgets nationaux sous tutelle

Après le « six-pack », en 2011, puis le Traité budgétaire européen, en 2012, un nouveau pas vers la liquidation des souverainetés budgétaires vient d'être franchi : le Parlement européen a adopté, le 12 mars, deux propositions de règlement appelées « Two Pack » qui vont accroître les pouvoirs de surveillance de la Kommission sur les budgets des Etats membres. Certes, formellement, les Parlements nationaux gardent, pour le moment, le dernier mot, mais il y aura obligation - à compter d'octobre 2013 - de transmettre les projets de loi de finance en amont à la Kommission, laquelle donnera son opinion, pourra demander modifications, voire changements substantiels, aura un droit de regard et d'ingérence et pourra décider des coupes budgétaires et des réformes structurelles à mettre en place si le déficit des 3 % n'est pas respecté. La "gouvernance européenne" sera d'autant renforcée que les États vont désormais élaborer leurs budgets sous l'œil interventionniste de Bruxelles.

Avec ce scandaleux abandon de souveraineté budgétaire, l'Europe totalitaire avance, contre les peuples, avec l'aval de l'UMP et du PS. Le dernier pouvoir que les élus détenaient, celui de décider du budget de la nation, est maintenant entre les mains de technocrates non élus, soumis à tous les lobbies !

La France traitée comme une délinquante par Bruxelles

Comme l'avait annoncé la Cour des Comptes, le ministère du Budget a confirmé que la France devrait payer à Bruxelles plusieurs milliards d'euros d'amendes dans les années à venir. Les premiers chiffres communiqués donnent le vertige : 9 milliards d'euros de sanctions, entre 2013 et 2015, au titre de remboursements fiscaux, qui s'ajoutent aux 21 milliards correspondant sur la même période à notre contribution nette au budget de l'UE. Sur trois ans seulement, l'ardoise pour l'UE s'élève ainsi à 30 milliards d'euros pour les contribuables français - sans compter les dossiers en attente de « jugement » (sic !) par les instances européennes. À l'heure de l'austérité généralisée, cette manne constituerait pourtant une source majeure d'économies : Il est temps de demander leur avis aux Français sur ce racket organisé par la Kommission avec la complicité des « autorités » !

Miel OGM

La Kommission s'apprête à modifier les règles d'étiquetage du miel, de manière à ne plus avoir à préciser si celui-ci contient ou non des OGM. Le but est explicitement "la libre circulation des denrées" et "la régularisation des flux commerciaux" avec le reste du monde, car l'Europe importe environ 40 % du miel qu'elle consomme. De plus en plus difficile de savoir ce que l'on mange...

Naissance d'un parti eurosceptique : Alternative pour l'Allemagne

Un parti anti-euro vient d'être fondé en Allemagne, *Alternative pour l'Allemagne* (AfD), qui demande la dissolution de la zone euro et le retour "progressif" aux monnaies nationales. On assiste outre-Rhin à une défiance croissante concernant la viabilité de l'euro et envers le projet, les institutions et les dirigeants européens, si bien que AfD pourrait créer la surprise aux législatives de septembre prochain.

La Hongrie réaffirme sa souveraineté

Malgré les menaces de l'UE et les critiques des Etats-Unis, les deux tiers des parlementaires hongrois viennent d'adopter les modifications constitutionnelles souhaitées par le Premier ministre Viktor Orban. Cette révision constitutionnelle ne fait qu'avaliser les souhaits des Hongrois qui avaient très largement voté, en 2010, pour la *Fidesz-Union civique hongroise*. N'en déplaise aux présidents du Parlement européen, de la Kommission, et des Etats-Unis, pour qui le respect de la démocratie est à géométrie variable, il n'appartient à aucune structure supranationale, ni à aucun empire étranger, de condamner les actions d'un gouvernement et d'un parlement démocratiquement choisis. La plus importante est la réaffirmation constitutionnelle du principe de la primauté du droit national hongrois sur celui de l'UE, ce qui représente, au delà de la Hongrie, une belle victoire pour tous les souverainistes.

La Pologne s'éloigne de la zone euro

Le pourtant très euro-béat Premier Ministre (libéral) de la Pologne reconnaît que l'UE et ses subventions ne sont pour rien dans le formidable - et exceptionnel dans la zone - développement de son pays. Donald Tusk qui refuse même de donner une date pour l'entrée de son pays dans la zone euro, vient de se déclarer "prêt à prendre le risque" d'un référendum, tous les sondages donnant le « non » gagnant.

La parole à ... Alexandre Delport (*)

Manifestation du 24 mars : merci aux participants, honte au pouvoir socialiste !

Le printemps français était bel et bien au rendez-vous de ce dimanche des Rameaux du 24 mars. Si le fond de l'air était frais, les cœurs français étaient réchauffés. Chaleur de la conviction, chaleur de la vérité, chaleur d'une présence familiale, chaleur de l'amitié, des solidarités et des provinces françaises.

« Ni armes, ni violence et sans haine », les manifestants n'étaient pas là pour le casse du siècle mais pour rappeler la légitimité du bien commun par rapport à des revendications communautaires. Portées par un Président de la République élu par seulement 18 millions des 65 millions de Français et des 45 millions d'électeurs, ces revendications devraient logiquement s'arrêter là où le bon sens français se lève ! Alors merci au plus d'1 million de Français qui ont dit non à la destruction de la famille !

Et face à cette *furia francese*, plus armée de slogans que de bannes de base-ball, le pouvoir socialiste envoie l'artillerie lourde. Engins blindés prépositionnés, gendarmes mobiles en équipement lourd et jets de grenades lacrymogènes sur ces dangereux manifestants. Le ministre de l'Intérieur y a vu des « gudards » et des nervis d'extrême-droite. Les photos nous montrent la réalité de pères et de mères de familles les yeux rougis, d'enfants intoxiqués et de retraités reprenant leurs esprits auprès de l'Ordre de Malte.

Même Christine Boutin, peu suspecte de rébellion, a subi un malaise du fait des tirs de lacrymogènes. Cette gestion catastrophique de la manifestation résulte d'une inflexibilité incroyable du pouvoir en place. Rejet de la pétition citoyenne de 700.000 signatures reçue par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), refus de la Préfecture de police de Paris – et donc du ministre de l'Intérieur – d'accorder aux manifestants du 24 mars le droit de s'exprimer sur les Champs-Élysées et communication publique sur une affluence attendue à cette manifestation d'à peine 100 000 personnes. Cette inflexibilité aurait même pu conduire à un drame quand on voit de quelle manière les forces de l'ordre sont intervenues en application de consignes strictes, qu'on aimerait tant voir appliquer dans nos banlieues perdues ...

Le SIEL rappelle toute son opposition au projet de Christiane Taubira ainsi qu'à toute union civile pour les homosexuels qui, comme un leurre, pourrait être proposée comme compromis alors qu'il ne constituerait qu'une nouvelle dégradation du modèle familial.

* Membre du SIEL, responsable Ile-de-France

La chronique de Véronique Hervouët (*)

Refonder la droite

"Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse."

Albert Camus, lors de la cérémonie de remise du Prix Nobel (Stockholm, le 10 décembre 1957)

La bipolarité droite/gauche est un vaste creuset historique et idéologique français dont il ne reste plus aujourd'hui que la forme, la gauche n'ayant plus rien de social et la droite plus rien de conservateur. Cette perte du sens réduit l'adhésion politique à un « Être de droite » ou un « Être de gauche », qui ne sont plus que facettes d'un miroir identitaire où se projettent les passions de l'Être, les parades du narcissisme et de la Vertu... Qu'elle se revendique de droite ou de gauche, l'adhésion identitaire s'appuie en effet sur des certitudes, des « valeurs » d'autant plus incontestées qu'elles ne sont plus interrogées ni même énoncées. Elles sont suspendues à ce fil ténu qu'est le sentiment d'appartenance (familiale, sociale ou communautaire) qui tient lieu de brevet de bon sens et de vertu.

Pour nous sortir de cette ornière, il est primordial de redéfinir ce que sont les valeurs dont se réclame toute pensée politique.

En optant pour des « valeurs » comptables (outils de mesure des jouissances), un relativisme culturel sans critère éthique et un « anti-conservatisme » comme principe de gouvernement, la génération soixante-huitarde et l'ultralibéralisme libertaire ont répudié le meilleur de ce que la culture chrétienne avait engendré : les valeurs de justice, d'égalité et de solidarité qui donnent sens au concept d'intérêt général.

Nous remarquerons que ces valeurs constitutives de notre société opposent des limites et donc un obstacle majeur à l'expansion totalitaire du mondialisme économique et financier. Faut-il s'étonner que ses oligarchies s'emploient si activement à faire disparaître les nations et la culture européennes ainsi que les valeurs chrétiennes qui les fondent ?

Appliqué du sommet des institutions, l'anti-conservatisme a conduit les libéraux-libertaires de « droite » et de « gauche » à la plus totale des trahisons : organiser la disparition de la France en lui ôtant sa souveraineté, en abattant ses frontières et en la submergeant par les flux migratoires ; sacrifier ainsi son art de vivre, la culture et la civilisation françaises ; soumettre les peuples ainsi déracinés et divisés à la dictature de la finance mondiale et au danger mortel de la guerre civile.

Ce désastre politique nous amène à retrouver la fonction des institutions qui consiste à conserver les valeurs fondatrices d'une société, d'en maintenir le cadre éducatif, juridique et culturel, de faire respecter les droits et devoirs c'est-à-dire les limites assignées à la liberté de chacun, qui conditionnent la cohésion sociale et l'intérêt général.

Refonder la Droite, c'est lui redonner sa mission et son sens perdus : le conservatisme politique qui prend aujourd'hui un caractère d'évidence quand il s'agit de sauver du naufrage notre culture, notre mode de vie, notre civilisation.

* Psychanalyste et essayiste, vice-présidente du SIEL

La chronique économique de Barbara (*)

L'affaire chypriote

L'accord difficile pour « sauver » Chypre montre les défauts de l'euro, ses « défauts de fabrication » pourrait-on dire.

Quand un Etat ne contrôle pas sa monnaie, ce qui est le cas avec la monnaie multinationale qu'est l'euro (et ce serait encore plus vrai dans un pays qui utiliserait l'or comme monnaie), il n'a pas la facilité de tirer sur la banque centrale pour boucler son budget. De même les banques ne peuvent pas se financer sans limite auprès de la banque centrale.

Soit on accepte que l'Etat et les banques puissent faire faillite, avec tous les inconvénients politiques que cela comporte, soit on prend des précautions pour que le budget de l'Etat soit en équilibre et que les banques soient solvables et liquides. C'est pourquoi le traité de Maastricht prévoyait des limites au déficit public et à la dette et que les banques fussent soumises à des règles de fonds propres et de liquidité. L'euro nécessite une certaine discipline, pensaient les rédacteurs du traité de Maastricht, à la fois raisonnables et naïfs. Bien sûr, par facilité, on a contourné ou violé les règles : les Etats sont tous déficitaires et surendettés, les banques sous-capitalisées et peu liquides. Un jour, comme à Chypre, ça coince.

Pour Chypre, il a été décidé une combinaison de :

- non-remboursement de certains dépôts, ce qui est une forme de faillite bancaire,
- prêts supplémentaires des autres Etats européens à la République de Chypre,
- financement accru des banques par la BCE, ce qui est une forme de création monétaire à caractère inflationniste,
- restrictions à la libre circulation des capitaux.

La facture sera donc partagée entre les Chypriotes, certains déposants étrangers (Russes et autres) et les autres Européens en raison des crédits accordés à Chypre et des financements inflationnistes de la BCE.

* Pseudonyme d'un conseiller financier, membre du SIEL, désireux de garder l'anonymat

***La chronique de Christian Vauge* (*)**

Trop, c'est trop !

Où en est la prise de conscience des Français face à l'étranglement que leur valent une lourde dette et la fascination morbide pour certain modèle social né à la Libération, dont la persistance dans la France du XXI^e siècle est une injure à son cartésianisme ? Rappelons aux plus jeunes qu'au sortir de la guerre, l'économie française reposait sur un large secteur primaire de mines, d'agriculture et de sidérurgie mais surtout offrait du travail à pleins bras avec l'énorme chantier de la reconstruction. Pour comprendre le décalage avec notre époque, n'oublions pas que dans l'ambiance « soviétique » d'alors, l'individu était prié de confier son avenir, ses ambitions, son esprit d'entreprise à un Etat-providence omniprésent et omnipotent, sous des gouvernements placés sous le regard vigilant d'une chiourme syndicale prête à contenir tout écart à la doxa marxiste, quitte à réprimer les débordements éventuels de ce fameux Peuple, décidément inaccessible à la « raison ».

Bien des choses ont changé depuis ces temps barbares. La France s'est reconstruite, des pans entiers de l'économie se sont reconvertis car trop exigeants pour ce qu'ils rapportaient à chacun et à l'économie nationale et surtout, parce qu'ils ne correspondaient plus aux aspirations hédonistes nées du grand bouleversement de 1968. S'il devait néanmoins subsister des tâches ingrates dans l'industrie ou les services, on ferait appel à la main-d'œuvre importée, au coût minimal compatible avec la sacro-sainte économie. Cette logique, acceptable faute de mieux, a été mise en défaut lorsque l'immigration de travail s'est muée en immigration de peuplement, une décision difficile à justifier dans un pays qui tout au long de son histoire, avait échappé au fléau de l'émigration, à la différence de l'Irlande ou de l'Allemagne.

Le mythe largement accepté du bonheur à n'importe quel prix comportait toutefois le risque inhérent à tout crédit ouvert en période faste qui tourne à l'angoisse lorsque la conjoncture se retourne. Mais au prix d'une inflation convenue et de prêteurs accommodants, les gouvernants successifs purent dissimuler jusqu'à l'extrême limite la réalité désastreuse de l'édén social promis à la Libération.

La crise financière mondiale a fait tomber la façade à la Potemkine qui masquait la réalité de l'économie française. Depuis 2012, le gouvernement socialiste désormais dépositaire de tous les pouvoirs, s'attache à restaurer par des soins purement cosmétiques la momie de son cher (oh combien !) modèle social. Mais des exemples européens de plus en plus nombreux doivent le préparer à une réaction du peuple français, avant même les élections municipales de 2014, réaction totalement prévisible lorsque tout un chacun aura examiné son bulletin de salaire – s'il en a un – et sa feuille d'impôts (s'il en paie). Ce ne sont pas les querelles byzantines à l'UMP ou l'impuissance de la gauche - enfin délogée de son magistère de la parole – qui lui apporteront une réponse crédible.

Alors quelle forme prendra cette réaction ? Les premiers coups seront-ils portés par la gauche de la gauche et ses relais syndicaux («Tu quoque, fili !») ? Suivront-ils, aux élections municipales, la déroute de la droite traditionnelle divisée par ses querelles intestines ? Ou de manière moins conventionnelle, proviendront-ils de banlieues où le scrutin aura donné une majorité musulmane bien décidée à faire valoir son avantage parfaitement démocratique ?

Devant ces perspectives, le SIEL, jeune parti né en 2012, veut offrir un exutoire raisonnable à la juste inquiétude des Français, en offrant une solution pour soutenir les idées exprimées par Marine Le Pen, certes dans le style propre à son parti, mais dont l'impact dans l'opinion à la présidentielle et dans les sondages ne peut être négligé en toute honnêteté, n'en déplaise à la gent médiatique ou à l'énarchie, largement formées au moule culturel « post-soixante-huitard ». Ainsi, pour les citoyens qu'effraieraient les anathèmes émis à profusion par les petits marquis envers la droite radicale, il existera dans les futures échéances démocratiques, avec la nouvelle mouvance souverainiste où s'inscrit le SIEL, un moyen de faire connaître clairement et fermement que « Trop, c'est trop ! ».

* Membre du bureau du SIEL, délégué pour Paris et directeur des études

NOTE DE LECTURE

"La France face au mondialisme - Le nouveau Paradigme" par Jean-Yves Dufour

On peut affirmer sans ambage que l'auteur a exploré de fond en comble les affres du mondialisme et de sa succursale européenne, ainsi que leurs détestables répercussions sur les peuples des états qui la composent, pour autant que cette définition puisse encore leur être appliquée, au regard de la piteuse vassalité qui est devenue l'attitude de la plupart de leurs dirigeants.

En préambule il dissèque la notion de souverainisme, (à laquelle il a la bonté d'associer le « socialiste » Montebourg), apparue dans le vocabulaire politique surtout depuis le traité de Maastricht en 1992, puisqu'auparavant la pratique de la souveraineté paraissait toute naturelle ; cependant, après une perspicace et fructueuse incursion dans le temps, il semble que le ver était déjà dans le fruit bien avant que l'électorat français ne ratifiât cette convention indigeste, d'ailleurs d'extrême justesse. Puis sont évoquées dans le détail les ambiguïtés artificielles souvent venimeuses élaborées autour de ce néologisme par ses détracteurs de tous bords, afin de le rendre obscur et néfaste auprès d'une opinion aujourd'hui de moins en moins rétive à s'en imprégner. Ses aspects législatif, judiciaire, territorial et monétaire sont parfaitement décrits et analysés.

Ensuite l'auteur aborde et démystifie les mensonges proférés par la classe politico-médiatique acquise, simultanément par opportunisme et déliquescence morale, à l'idée de voir le pays se dissoudre dans le magma européiste et s'y trouver réduit à n'être plus qu'une sèche juxtaposition de régions régies par le communautarisme, et par conséquent ouvertes aux poussées séparatistes. Tous les arguments fallacieux qui nous ont été et nous sont encore assénés pour nous convaincre des bienfaits d'un système qui, en contrepartie de la renonciation à la conscience nationale devrait livrer notre descendance à une béatitude infinie, sont rigoureusement réfutés, les échecs foisonnant pour en démontrer l'inanité et la malfaisance.

Il est particulièrement réconfortant que ce travail, qui a nécessité maintes investigations et réflexions, ait été accompli par un représentant de la nouvelle génération, laquelle, malgré les tentatives d'aliénation et d'abrutissement auxquelles elle doit faire face, commence à produire une authentique élite.

Ceci étant dit, et comme il nous arrive de lire aussi les rappels et les annexes, nous signalons à l'auteur quelques bévues : André Malraux, résistant équivoque et des plus tardifs, ne peut être Compagnon de la Libération : le Parti Communiste Français n'a pas été créé en 1943, mais en 1920, à l'issue du Congrès de Tours, qui vit l'organisation de Jaurès et de Guesdes éclater en deux factions rivales.

Enfin nous estimons qu'il est pour le moins malhabile d'avoir conclu l'ouvrage sur des citations accolées de Charles de Gaulle et de Léon Degrelle, pour lequel l'auteur semble avoir une prédilection assez marquée.

Maurice Livernault



Communiqué n° 1551 du parti de l'In-nocence, présidé par Renaud Camus : Sur l'obsolescence programmée

Le parti de l'In-nocence appuie la proposition du sénateur écologique, M. Jean-Vincent Placé, qui entend faire sanctionner comme un délit le raccourcissement industriel programmé de la durée de vie et d'utilisation des produits. Le Grand Remplacement, avec d'être celui des peuples, a été celui des individus, et, avant d'être celui des individus, il a été de longue date, et il est encore, et plus que jamais, celui des objets, qui les premiers ont été façonnés pour être indéfiniment et obligatoirement échangeables, la possibilité de leur réparation étant de plus en plus refusée au public, pour le plus grand profit des industries et le plus grand dommage porté à la planète, encombrée de déchets jusqu'en ses territoires les plus reculés et ses plus hauts sommets. La prolongation de la durée de vie doit être accordée aux choses comme à l'humanité. Il n'y va pas seulement d'un intérêt écologique pour la Terre et pécuniaire pour les usagers, il y va d'une exigence ontologique, la restitution de la durée et de la conscience du temps, pour l'espèce hébétée par le présentisme et les micro-durées.

A vos agendas !

VERS L'UNION DES PATRIOTES,

pour enrayer la crise morale, politique et économique qui ruine la France

Du vendredi 12 avril (14 h) au dimanche 14 avril 2013 (16h30)

« Le Normont » Club Belambra 36 avenue d'Orléans 91410 DOURDAN

Retrouver toute l'actualité sur notre site : <http://www.siel-souverainete.fr>

Comment se rendre au Belambra Club de Dourdan :

- **Par le train (RER) :** ligne C au départ de Paris (monter dans l'une des 4 premières voitures de tête)
descendre à **Gare de Dourdan**
Accès au Belambra (2 km) - en taxi : en réservant au **06 80 28 89 51** avant le départ de votre train,
au prix de **8 € la course le jour et de 10 € la nuit** (voiture de 5 ou 6 places)
- ou à pied (15 mn)
- **Par la route :** à 55 km de Paris, par l'autoroute **A 10** (porte d'Orléans), sortie **Dourdan**
à partir de Dourdan : suivre le fléchage Belambra - parking à l'hôtel
- **Par avion :** à 45 km de l'aéroport d'Orly (40 mn en voiture)

PROGRAMME :

I. Vendredi 12 avril après-midi

La vie militante

Rendez-vous privilégié de l'action militante, cette demi-journée sera l'occasion pour les sympathisants et militants du SIEL de s'informer et de se former, dans la perspective des échéances municipales.

II. Samedi 13 avril

Jeter les bases d'un programme commun des droites

Consacrée au débat d'idées, cette journée sera dominée par les interventions de personnalités intellectuelles et politiques (ponctuées d'échanges avec le public) autour de la notion des trois souverainetés : la souveraineté de la Nation qui entrave toutes les aliénations institutionnelles ; la souveraineté de l'Etat qui s'oppose à toutes les féodalités intérieures ; la souveraineté culturelle qui sauvegarde les traits de la civilisation française.

III. Dimanche 14 avril

Pour un gouvernement de Salut Public

Comme toujours, pour être féconde, la réflexion sera tournée vers l'action, avec comme cible politique prioritaire, la victoire par les urnes en 2014. Pour aborder les questions nombreuses (composition des listes ; alliances électorales inédites ; organisation pratique...) liées aux enjeux des municipales, de nombreux intervenants seront au rendez-vous, avec comme idée originale d'ouvrir le dialogue politique entre des personnalités d'envergure nationale et des figures politiques locales pour bâtir partout en France des listes communes.

VERS L'UNION DES PATRIOTES,

pour enrayer la crise morale, politique et économique qui ruine la France

INSCRIPTION préalable impérative

Courriel : "contact.siel.souv@gmail.com"

Contact : 06 83 24 28 04 / 01 43 64 17 25

Bulletin de participation à remplir ou à reproduire

**et à retourner à: Souveraineté, Indépendance Et Libertés (SIEL)
51 rue de Paradis – 75010 PARIS**

| PRESTATIONS PAR PERSONNE | PRIX UNITAIRE | NB DE PERSONNES | TOTAL |
|---|--------------------------|----------------------------|--------------|
| Séjour complet en chambre double incluant 2 petit-déjeuner, 2 pause-café, 2 déjeuners et 2 diners | 259,00 € | | |
| Séjour complet en chambre individuelle incluant 2 petit-déjeuner, 2 pause-café, 2 déjeuners et 2 diners | 337,00 € | | |
| Séjour une nuit en chambre double incluant 1 petit-déjeuner, 2 pause-café, 2 déjeuners et 1 diner | 129,50 € | | |
| Séjour une nuit en chambre individuelle incluant 1 petit-déjeuner, 2 pause-café, 2 déjeuners et 1 diner | 168,50 € | | |
| Une journée d'études incluant 1 pause-café et 1 déjeuner | 56,00 € | | |
| Forfait pour une journée d'études droit d'entrée permettant d'assister aux débats n'incluant ni café ni repas, qui ne sera pas demandé aux membres du SIEL à jour de cotisation. | 25,00 € | | |

Nom Prénom

N° Rue

Code Postal Ville

Tél. Courriel@.....

- Participera au Forum et joint un chèque correspondant aux prestations retenues
- Adresse un chèque de € à l'ordre de : Mandataire Financier du SIEL, Pierre Hervieux
- Verse un don de € à l'ordre de : Mandataire Financier du SIEL, Pierre Hervieux



Radio Courtoisie (95,6 MHz)

LIBRE JOURNAL de la Nuit de Paul-Marie COÛTEAUX

Chaque **mercredi** de 21h30 à 23h - **Rediffusion** : le **vendredi** de 21h30 à 23h



" Les articles publiés n'engagent la responsabilité que de leurs auteurs."



Aidez le SIEL, le SIEL aidera la France

BULLETIN D'ADHESION

Souveraineté, Indépendance Et Libertés

S.I.E.L 51 rue de Paradis - 75010 PARIS

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Tél. mobile
Courriel @

ADHESION :

- Lettre d'information mensuelle (11 n°) : 13 €
- Adhésion simple : 36 €
- Lycéen/Étudiant/Demandeur d'emploi : 15 €
- Membre bienfaiteur : 100 € à 500 € (*Indiquer la somme*)

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Pierre Hervieux mandataire financier du S.I.E.L

*Chaque cotisation ou don ou soutien bénéficie d'une réduction fiscale de 66 % ce qui réduit le coût des deux tiers (2/3).
Le reçu fiscal vous sera systématiquement envoyé sans que vous ayez à le solliciter.*